

La défense de l'Europe occidentale

Autor(en): **Léderrey, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **104 (1959)**

Heft 8

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342945>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier **Roger Masson**

Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG **Georges Rapp**

Administration : Lt-colonel **Ernest Bütiger**

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 39, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50

Prix du numéro : Fr. 1.50

La défense de l'Europe occidentale

La sécurité de l'Europe libre n'est guère mieux garantie que la paix mondiale à laquelle elle est étroitement liée. Sur ce point, les nombreux auteurs qui, à l'occasion du dixième anniversaire de l'OTAN (ou NATO), ont établi le bilan de son activité, sont d'accord.

« On tourne autour du pot » constate le *colonel divisionnaire Montfort*¹

« Si l'Alliance Atlantique, en dix ans, a nettement progressé, estime le *lieutenant-colonel Perret-Gentil*², si la valeur de son commandement et de son organisation générale est supérieure, elle se trouve néanmoins devancée (par l'URSS) sur le plan des forces terrestres et souffre de certaines divergences sur le plan politico-militaire, notamment en dehors de sa zone stricte de couverture ».

¹ Dans la R. M. S. de juin 1959.

² En conclusion de son exposé : *L'OTAN a dix ans*, paru dans la R. M. S. de mai 1959.

Avec sa franchise habituelle, le fameux critique *B. H. Liddell Hart*¹ met en garde contre des mesures de sécurité qu'il juge insuffisantes.

Citons encore la conclusion du *général Valluy*² :

« Force nous est aujourd'hui de reconnaître que nous subissons les événements, que nous ne les créons pas. En voulant échapper à un effort ou à une dépense, en nous bornant à fabriquer « au rabais » un outil de défense civil et militaire de second ordre, en voulant tout garder, nous risquons de tout perdre : la vie peut-être, les raisons chrétiennes de vivre, assurément ».

En marge de l'exposé du lieutenant-colonel Perret-Gentil et des réflexions du colonel divisionnaire Montfort dans la R. M. S., notre intention est, sans pouvoir éviter certaines répétitions, de résumer les arguments des deux derniers auteurs cités.

L'OTAN créée en avril 1949 visait à protéger ses membres contre la Russie dont la politique, étayée par une puissance militaire à peine réduite après la cessation des hostilités, se révélait menaçante. A ce moment-là, l'URSS ne possédait que des forces *conventionnelles*. Aussi — après avoir pour la première fois créé un véritable commandement interallié — estimait-on qu'une cinquantaine de divisions modernes de première ligne suffiraient à la défense de l'Europe centrale. Bientôt cependant, l'effort exigé par cette décision, prise à Lisbonne en 1952, fut jugé excessif. Et lorsque le développement des bombes thermo-nucléaires permit aux Etats-Unis de créer le « deterrent », cet événement fut salué comme un moyen providentiel de réduire les effectifs, de « s'acheter une bonne conscience budgétaire » remarque le général Valluy. Les forces stationnées sur le continent devaient dès lors suffire à former un *cordon d'alerte*.

¹ Dans un article intitulé : *Can NATO protect us today ?* paru dans *John Bull Illustrated* du 4 avril 1959.

² A son article : *L'OTAN à l'ère atomique* publié par la *Revue de défense nationale* de juillet 1959 (Paris).

A l'abri de ce *trip-wire*, les Alliés continentaux se sentirent protégés... jusqu'au moment (1955) où les Russes révélèrent non seulement leur parité atomique, mais encore leur avance dans le domaine du lancement.

Au cordon, reconnu insuffisant, on imagina de substituer un *bouclier aéro-terrestre* doté d'*armes atomiques tactiques*, soit de bombes kilotonnes qui devaient dissuader les Russes de recourir à la supériorité écrasante de leurs forces *conventionnelles*, mais d'autre part... les inciter à utiliser d'emblée leurs bombes mégatonnes ou *stratégiques*, si jamais ils se croyaient en mesure de neutraliser celles de l'adversaire et de risquer une agression. Menace inconcevable tant que subsisterait le «*deterrent*» américain, lequel, remarque Liddell Hart, rendait superflu le développement onéreux d'armes atomiques tactiques et — si considérables qu'aient été les dépenses, au reste insuffisantes, des pays continentaux de l'OTAN en faveur de leurs forces terrestres, aériennes et navales — avait à lui seul garanti la sécurité de l'Europe libre.

Aux bombes atomiques sont venues s'ajouter les *fusées dirigées* dont la parade semble impossible. Sans renoncer à perfectionner ces moyens, comme aussi leurs forces conventionnelles, les Russes s'évertuent, *par d'autres procédés*, à réaliser leur volonté d'hégémonie mondiale.

La menace d'une attaque directe du front central européen a passé au second plan et fait place à celle d'un *débordement*. Selon le général Valluy « elle est appliquée indirectement sur des points non expressément couverts par l'Alliance, sous des formes très diverses, depuis l'action purement politique ou économique jusqu'à la subversion et à l'envoi d'armes et de «*volontaires*»... L'OTAN est exposée à toutes les sortes de «*grignotage*» qu'il plairait à l'ennemi d'imaginer... Dans le même temps que nous sommes engagés dans la préparation d'un conflit thermo-nucléaire, nous sommes contraints d'imaginer et de prévenir des conflits particuliers dont nous n'avons pas l'initiative... Je pense que dans les incidents locaux et dans les petits conflits sur un point particulier —

même appliqués à des secteurs vitaux — *ce sont les armes autres que celles thermo-nucléaires qui joueront un rôle décisif.* « Il est à redouter, ajoute le général, qu'en cas de supériorité momentanée, les Soviétiques... attentifs à notre moindre défaillance, calculant rigoureusement le rapport des forces, n'utilisent les démonstrations, les pressions, les empiètements, les incidents frontaliers, les restrictions à la circulation, le « chantage »... des atteintes diverses — la force y comprise — pour acquérir des gages et réaliser ou accélérer des victoires diplomatiques. Nous vivons du reste une de ces atteintes d'un genre particulier : l'affaire de Berlin. »

A ce propos, il n'est pas exclu que les froids calculateurs du Kremlin, forts de leur avance dans le domaine des fusées intercontinentales, ne risquent une action rapide, p. ex. sur Berlin ou sur l'Autriche, estimant que, placés devant un fait accompli, les Américains hésiteraient à s'attirer des représailles par leur intervention en Europe.

Quoi qu'il en soit, le « deterrent » anglo-américain suffit présentement à écarter la menace d'une guerre atomique et demeure le fondement de la défense de l'OTAN. Celle-ci serait mieux assurée par la diminution des *forces conventionnelles* qui la menacent plus sérieusement que jamais. Un désarmement même partiel — premier pas vers la paix — est cependant inconcevable tant que les pays européens de l'OTAN, par un effort considérable dont Liddell Hart les croit capables, n'auront pas rétabli un certain équilibre. Or, on est encore loin de compte.

Actuellement, selon cet éminent critique militaire, les six pays européens de l'OTAN ne fournissent, pour la défense de leur front central, que l'équivalent de 15 div. (190 000 h.) se répartissant comme suit :

- l'équivalent de 3 div. britanniques,
- 2 div. françaises qui ne seraient ni complètes, ni prêtes,
- 2 div. belges et 1 div. hollandaise déficientes et
- 7 div. allemandes de formation récente.

Un millier d'avions et 5 div. américaines à effectifs pleins et prêtes à entrer en action forment l'ossature du bouclier.

A ces 20 div., les Russes opposeraient :

- en Allemagne orientale, 20 div. actives, largement dotées d'un armement moderne et de moyens de transport motorisés,
- dans les autres pays satellites, 8 div. identiques et
- une centaine de div. en Russie d'Europe.

Au total, sur une population de 200 millions, l'URSS aurait prélevé 170 div. Appliquant les mêmes normes qu'elle les pays européens de l'OTAN, peuplés de 170 millions d'habitants, pourraient, selon Liddell Hart, *décupler* leurs effectifs.

Ceux d'aujourd'hui seraient d'autant plus incapables d'opposer une résistance de longue durée que leur hétérogénéité en matière d'organisation, d'armement, d'équipement et de système de ravitaillement nuirait à leur souplesse stratégique. Percé le bouclier, la Grande-Bretagne, vu la densité de son industrie, sa dépendance de la mer pour le ravitaillement et l'exiguïté de sa base insulaire, serait le plus vulnérable des Alliés. Aussi Liddell Hart l'engage-t-elle non seulement à intensifier sa contribution sur le continent, mais encore à faire pression sur les autres membres de l'OTAN pour qu'ils agissent dans le même sens et surtout pour qu'ils ne cèdent pas à la tentation de réduire la durée du service.

La défense de l'Europe centrale, conclut-il, est un problème dont l'étude doit être confiée à une commission d'experts compétents et impartiaux, chargée en particulier de veiller à ce que, par une organisation rationnelle des ressources disponibles, on parvienne à augmenter le nombre actuellement dérisoire des divisions opérationnelles.

Colonel E. LÉDERREY
